

le mot du président

Que de polémiques, de diatribes ou de procès d'intention ont eu lieu, lors du dernier scrutin municipal, concernant mon engagement sur une liste de gauche !

Il est vrai que mon passé, dans un mouvement situé sur l'autre rive de l'échiquier politique, même s'il fut court (2 ou 3 ans), a pu interpeller certaines personnes sur la sincérité de mon engagement sur la «Liste Citoyenne et Républicaine».

Il serait sans doute trop facile de déclarer que si je ne me suis pas engagé à gauche plus tôt, c'est à cause de l'image que celle-ci donnait quand elle était au pouvoir, et notamment les gouvernements Rocard-Cresson-Bérégovoy à la fin du 2^e septennat de François Mitterrand.

Et pourtant, je crois que cette période, qui correspond à mes 14-18 ans, m'a poussé à me dire « c'est cela la gauche ? », et donc à regarder de l'autre côté, naïvement peut être, mais pas avec un sentiment de culpabilité.

Pourtant j'ai toujours été, si j'ose dire, « contre l'ordre établi », mon engagement comme objet de conscience au moment de mon service national le démontre aisément.

Mais c'est la réalité sociale de notre pays qui m'a fait progressivement venir là où je suis.

Cela ne s'est pas fait tout seul, c'est la somme des événements que j'ai vécus au quotidien ces cinq dernières années.

Mon emploi comme ouvrier du décolletage, et par la suite mon engagement syndical, ont été pour moi des éléments déterminants.

Simple délégué syndical en 2002, ma volonté de plus de justice sociale m'a amené à prendre d'autres responsabilités, comme la présidence de la branche métallurgie, et la vice-présidence de l'Union départementale d'une des cinq grandes confédérations syndicales. Peut-on rester sourd et aveugle à la misère sociale qui se développe dans notre pays, quand on y est confronté tous les jours ? Quand on reçoit toutes les semaines des personnes qui perdent leur emploi, ou qui ne peuvent plus l'assumer pour tout un tas de raisons ?

Mon évolution politique s'est traduite de manière concrète au niveau local en quittant la majorité municipale au bout de deux ans seulement. J'ai créé mon propre groupe d'opposition à la municipalité Tissot, et je reste fier aujourd'hui d'avoir dit NON dès cette époque et de façon publique, ce qui n'est n'a pas été le cas de tous !

Ces années d'opposition m'ont rapproché de personnalités issues des autres groupes, comme Michel Duby ou Jean-Yves Brianceau avec lesquels nous avons souvent des positions communes. C'est donc naturellement que j'ai accepté de figurer sur la «Liste Citoyenne et Républicaine» quand la proposition m'en fut faite au cours de l'année 2007.

En effet, cette liste avait fait le choix d'un projet cohérent, socialement et économiquement, privilégiant les compétences humaines à l'addition d'étiquettes politiques.

Cette campagne fut constructive et me laissera un souvenir durable, notamment parce que mes colistiers n'ont jamais douté de la sincérité de mon engagement à leurs côtés, mon élection récente à la présidence de l'ACRP (ex-ACP) en est la preuve !

L'actualité sociale et politique vient tous les jours me renforcer dans mes convictions «qu'autre chose est non seulement possible, mais souhaitable !»

Alors, avec mes collègues de l'ACRP nous voulons construire pour vous, une alternative humaniste, synonyme de solidarité et de progrès.

Emmanuel BIBOLLET

l' échec du tout libéral

Cette fois nous y sommes : la crise tant redoutée depuis plusieurs années et pourtant inscrite dans les gènes même de l'économie libérale est en train de prendre, de l'avis même des spécialistes, une ampleur jamais atteinte dans l'histoire du capitalisme.

Et ce sont les salariés qui en subiront les conséquences : baisse de l'activité économique, hausse du chômage, aggravation du

surendettement... Le contribuable devra mettre la main à la poche pour payer la fausse nationalisation des banques au bord de la faillite et le rachat des créances douteuse par l'état.

Le client des banques paiera l'augmentation des tarifications des services bancaires pour permettre à son établissement de se refaire une santé. Tandis que les coupables, après s'être goinfrés, s'en tireront à bon compte : **banquiers et assureurs irresponsables, spéculateurs et actionnaires qui exigent un retour sur investissement de 15 %, politiques démissionnaires, dormez en paix, le monde du travail paie pour votre cupidité !**

Quand on voit les sommes colossales que la Banque Centrale Européenne injecte dans l'économie et que, dans le même temps, l'état rechigne à combler le déficit de la sécurité sociale, il y a de quoi être en colère.

D'autant plus **qu'on nationalisera les pertes, mais pas les profits !** En effet l'état rachètera les établissements en difficultés avec notre argent, **mais dès que la crise sera passée, elle les redonnera au responsable de la situation d'aujourd'hui !** Preuve nous en est donnée avec la volonté du gouvernement de privatiser la Poste et donc... **la banque postale**, malgré la situation actuelle !

Notre président pense-t-il un instant pouvoir convaincre les Américains d'accepter la construction d'un nouveau système monétaire et financier international, alors que ce sont ces mêmes Américains qui ont mis à mal le précédent ?

Pense-t-il à nos concitoyens les plus démunis en confirmant la suppression de trente mille postes de fonctionnaires, notamment dans les secteurs de la santé et de l'enseignement ?

Il ne peut pas y penser, car il est un pur produit du système, qui aujourd'hui est en faillite ! Qu'il est agréable pour nous de constater que le mot « Nationalisation » est passé en quelques jours du registre des injures à celui du salut public ! En effet, le recours à la nationalisation nous montre le chemin du système qu'il faut construire, un système qui doit définitivement tourner le dos à l'idéologie capitaliste !

communiqué mars 2008

qui n'a pas été publié par la presse locale.

Les membres de la liste citoyenne et républicaine rassemblés par les valeurs de gauche et par le respect de l'environnement remercient sincèrement toutes les électrices et tous les électeurs qui leur ont apporté leurs suffrages lors des élections municipales des 9 et 16 mars 2008. Ils regrettent l'absence d'alternative politique pour Passy et constatent amèrement que la mairie demeure à droite avec l'équipe de Gilles Petitjean associé au maire sortant Yves Tissot. Les résultats du deuxième tour ont démontré que la victoire à gauche était possible.

Mais comme le dit si justement la tête de liste de "mieux vivre ensemble à Passy", Alain Roger : « la fusion avec la liste Michel Duby, ça ne s'est pas passé dans les conditions optimales » (Dauphiné Libéré du mardi 18 mars 2008).

Et comment ! Au lendemain du premier tour, les deux listes de gauche avaient pourtant prévu une rencontre où tous les efforts nécessaires pour que la gauche gagne à Passy soient entrepris pour réaliser une fusion démocratique, respectueuse des urnes.

Le résultat :

▶ La proposition d'une représentation d'1/4 des membres de la liste citoyenne et républicaine sur celle d'Alain Roger, alors qu'elle représente 42 % des voix de gauche.

▶ Le refus d'intégrer plus de deux membres de l'équipe Duby dans le début de liste, lui rendait impossible d'être réellement présente dans l'exécutif municipal en cas de victoire à gauche.

▶ L'exclusion sectaire d'un des membres de la liste citoyenne et républicaine.

▶ L'absence de prise en compte de points du programme de notre liste.

Dans ces conditions, on ne peut que s'associer à la déclaration honnête d'Alain Roger pour qui les conditions optimales d'une fusion n'ont pas été remplies, compromettant ainsi la possibilité de victoire de la gauche.

L'équipe de la liste citoyenne et républicaine fidèle à ses engagements mettra tout en œuvre pour construire un avenir réellement à gauche pour Passy.